# LA LIBERTÉ
# ET
# LES ASSOCIATIONS OUVRIÈRES

---

**par Eugène VÉRON**

---

édité en 1864

---

Tant que chez un peuple une classe reste exclue de la vie politique, il est facile de prévoir qu'une révolution, un jour ou l'autre, viendra rétablir l'égalité des droits confisqués au profit de quelques-uns. C'est ce qui est arrivé chez nous en 1848, et c'est ce qui fait la légitimité de cette révolution. Aussi sa seule œuvre durable a-t-elle été l'établissement du suffrage universel. Désormais, nobles et roturiers, prêtres et laïcs, riches et pauvres, tous ont également droit à la vie politique. Aucune classe ne trouve plus devant elle ces barrières que la force seule pouvait briser. Avec la pratique sincère du suffrage universel, les partis, admis tous à la discussion de leurs principes et de leurs intérêts, n'auront plus de raison ni de prétexte pour en appeler à la force; ils seront privés de cette puissance secrète que les dénis de justice communiquent aux plus faibles minorités. Du moment que tous auront la parole et le moyen de travailler pacifiquement au triomphe de leurs idées, ils échapperont à la tentation trop fréquente de suppléer aux arguments par la violence, et la discussion remplacera les barricades, les conspirations et les guerres civiles. Un autre avantage non moins considérable pour la liberté publique, c'est que la présence dans le parlement des représentants de toutes les minorités peut servir de contrepoids ou de digue aux emportements des majorités, et les préserver elles-mêmes de l'illusion funeste à laquelle jusqu'ici elles ont été trop exposées, de se considérer comme représentant le pays tout entier, et de se laisser aller à substituer progressivement les intérêts et les préjugés d'une classe aux droits de la nation.

Voilà ce que semblerait devoir nous assurer le suffrage universel. Et cependant qui ne sent qu'il serait puéril de se faire illusion sur les dangers de l'avenir? Qui peut ne pas se préoccuper du moment où les classes populaires prendront conscience de leur force? Jusqu'à présent le suffrage universel n'a pas paru bien redoutable. Si dans les villes il semble se décider à rejeter les lisières, dans les villages et les campagnes, il se laisse encore conduire et manier avec une docilité que beaucoup de gens n'attendaient pas. Le manque de pratique, l'ignorance, l'habitude d'obéir, l'indifférence pour la chose publique, résultat d'une longue exclusion des affaires, mille préjugés de circonstance plient tous les esprits sous le joug de l'autorité. Mais, dans quelques années, qu'il se produise un événement qui allume une passion dans toutes ces têtes si dociles, qu'un intérêt sérieux ou apparent exalte la foule, alors seulement on verra ce que peut faire le suffrage universel. Les classes ouvrières, armées du nombre et du préjugé de la souveraineté populaire, peuvent en un instant briser toutes les digues, fouler aux pieds toutes les libertés et nous ramener au pire de tous les despotismes.

Le grand danger, c'est donc toujours cette idée de souveraineté partout substituée à celle de liberté. Comme on l'a dit, le nombre a cela de terrible, qu'il peut se prendre avec une certaine bonne foi pour la justice même; d'où résulte qu'il est toujours tenté d'ériger sa tyrannie en principe. Or, le suffrage universel peut devenir entre les mains de la foule une arme commode pour se mettre eu possession de la souveraineté.

Une fois maîtresse de ce pouvoir qu'elle croit sans limite, qu'en fera-t-elle? Elle le mettra au service de ses utopies d'organisation sociale. Trop peu éclairée pour comprendre les éléments de ce terrible problème, trop pressée par la faim et par la misère pour se donner le temps de les étudier, elle est toujours prête à se laisser séduire par quelqu'un de ces systèmes factices qui prétendent d'un coup de baguette transformer le monde du soir au matin, et donner à l'ouvrier cette aisance qu'il envie et qui ne s'acquiert que par le

travail. Comme toujours, la liberté sera sacrifiée aux intérêts de la vie physique. Il faut du loisir pour organiser la liberté, et le peuple n'en a pas. Les nécessités matérielles le talonnent sans relâche, surtout dans les moments d'effervescence politique ou sociale, où le travail , subitement arrêté, livre toute une classe à l'incertitude du lendemain. Comment s'étonner que les cerveaux s'exaltent, que les passions s'irritent, que l'impatience les gagne? C'est là ce qui les jette en victimes à ces théories folles, illibérales, qui perpétuent dans la classe ouvrière l'habitude de compter uniquement sur l'omnipotence de l'État, et qui, un jour ou l'autre, par les déceptions nécessaires qu'elles préparent, doivent amener la multitude au désordre et à la violence, quand, épuisée par une vaine attente, il ne lui restera plus que les conseils de la faim et du désespoir. Allez donc alors lui parler de liberté, de respect au droit d'autrui, quand elle se croira trompée, trahie par ses guides! La plupart des fureurs du peuple tiennent à des erreurs de ce genre. Il croit que rien ne peut résister au pouvoir, et qu'à ceux qui le possèdent, il suffirait de vouloir pour soulager toutes les souffrances. C'est pour cela qu'il tient tant à sa chimère de souveraineté populaire. C'est un remède suprême qu'il garde toujours en réserve et dont il prétend user lui-même, quand la prolongation de sa misère lui aura fait croire à la mauvaise volonté de ses gouvernants.

Ainsi, ce fétiche de la souveraineté populaire reste toujours dans l'espoir de la foule comme un recours assuré, dans la pensée des hommes éclairés, comme une menace toujours suspendue. Les classes populaires ont dans l'esprit de devenir un jour maîtresses de la société et de corriger la fatalité du sort qui de tout temps a pesé sur elles. Or, il est facile de prévoir les moyens quelles emploieront et la nature des mesures qu'elles se proposent d'appliquer. Tant qu'elles croiront à la souveraineté populaire, ce sera là leur grand arsenal.

Les discussions répétées, approfondies, peuvent insensiblement rectifier sur ce point leurs idées. Malheureusement, l'ouvrier se défie des autres classes, non peut-être sans quelque raison, et les préjugés sont bien tenaces , tant qu'ils s'appuient sur des passions vivantes et sur des intérêts apparents. C'est dans ces passions et dans ces intérêts mêmes, qui lui servent de hase, qu'il faut attaquer l'erreur de la souveraineté populaire.

De tout temps l'ouvrier a eu horreur de la concurrence du capital. En 1789 il tenait encore à ses corporations; en 1848 la haine du capital s'est manifestée de mille manières; dans les lettres d'ouvriers que publiaient, il y a quelques années, les journaux à propos de la souscription lyonnaise, dans les proclamations et professions de foi des ouvriers aux dernières élections, dans leurs conversations, partout éclate naïvement la haine de la concurrence, la défiance du capital, la division profonde des classes. Les passions socialistes, comprimées, réduites au silence, sont loin d'être étouffées, il ne faut pas se faire illusion, et elles ne le seront jamais tant que des idées plus justes n'auront pas remplacé les idées fausses qui les allument.

Il faudrait avoir les yeux bouchés pour ne pas voir que, si les classes ouvrières devenaient maîtresses, elles commenceraient par supprimer la liberté de l'industrie, et que les autres libertés ne tarderaient pas à suivre celle-là. M. Mill dit quelque part dans son dernier ouvrage sur le gouvernement représentatif: *«Nous savons tous quelles roueries on peut imaginer à l'appui de tout acte injuste, proposé cependant pour le bien imaginaire de la masse. Nous savons combien d'hommes, qui ne sont pas autrement sots et mauvais, ont cru la banqueroute de l'État justifiable. Nous savons combien il y en a qui ne sont nullement dénués de talent ni d'une grande influence populaire et qui trouvent juste de réserver tout le fardeau de l'impôt aux épargnes réalisées sous le nom de propriété foncière, permettant à ceux qui, ainsi que leurs pères, ont toujours dépensé tout ce qu'ils recevaient, de demeurer, en récompense d'une conduite aussi exemplaire, libres toute charge».* Ces dangers et bien d'autres semblables sont à craindre si jamais le suffrage universel donne la majorité à des hommes que la misère, l'ignorance, les préjugés pousseraient nécessairement et à leur insu, à considérer leur triomphe comme l'avènement du despotisme populaire.

Ce qui fait de l'ouvrier l'ennemi de la concurrence et du capital, c'est l'opposition apparente des intérêts. L'ouvrier se figure toujours qu'il est exploité et il ne voit dans les bourgeois que des millionnaires enrichis par son travail. L'avantage que donne au patron la possession d'un capital lui parait un privilège oppressif. On sait tout ce qu'a inventé d'utopies cette haine absurde du capital. Qui peut prévoir ce qu'elle nous réserve si on la laisse persister?

Rien n'est plus facile que de la détruire. Les classes ouvrières haïssent et maudissent le capital, tout comme les vieux Romains méprisaient la richesse, faute de l'avoir. En excitant et en aidant les ouvriers à s'associer, on ferait disparaître du premier coup le danger, car la première condition de toute association est un capital, que tous ont intérêt à augmenter le plus possible. Cet intérêt leur ouvrirait vite les yeux, et le capital leur paraîtrait une fort bonne chose, du moment qu'ils en profiteraient.

A un autre point de vue, il y a dans l'association une puissance de moralisation et de travail qu'on ne peut continuer à laisser perdre. Un jour viendra où les économistes s'étonneront que les sociétés modernes aient si longtemps conservé un système vicieux, comme nous nous étonnons que les anciens n'aient pas plus tôt reconnu toutes les misères qui découlaient de l'esclavage. Une fois que les hommes cessent d'être uniquement des salariés, ils se transforment. Chacun, prenant un intérêt personnel à la considération et à la prospérité de l'association, tous exercent sur chacun une surveillance qui, sans gêner la liberté, développe, élève et entretient des qualités et des vertus, auxquelles n'atteindra jamais le salarié isolé, sans responsabilité et sans avenir.

Ce fait devient tellement évident que les patrons intelligents intéressent maintenant leurs ouvriers à la prospérité de leurs entreprises, en leur attribuant une part proportionnelle dans les bénéfices. C'est un commencement de réconciliation entre le capital et l'ouvrier, et une des formes les plus simples de l'association.

D'un autre côté, un certain nombre d'associations, fondées courageusement par des ouvriers, malgré des entraves de toute sorte, au milieu des plus sinistres pronostics des gens censés compétents, qui prenaient leurs passions et leurs préjugés pour des raisons , commencent à prospérer et serviront de modèles à ceux que, il faut bien l'espérer, tentera l'exemple de leur succès. Un jour ou l'autre, l'association, active par nature, parce que en réalité elle transforme le salarié en propriétaire, qu'elle efface toute trace de servage et qu'elle crée à chacun des intérêts d'avenir, pourra faire une concurrence heureuse aux patrons qui s'entêteront à ne pas s'assurer le concours actif de leurs ouvriers, en les associant dans une certaine mesure à leurs bénéfices. Dès lors, la concurrence, mieux comprise et mieux appréciée de l'ouvrier, n'excitera plus en lui une haine aveugle. Les classes travailleuses, éclairées, moralisées par l'association, échapperont aux infériorités de toute nature qui les écrasent et qui, en leur créant en apparence des intérêts distincts du reste de la société, les constituent en un état permanent d'hostilité contre la bourgeoisie. Alors seulement elles pourront comprendre ce que c'est réellement que la liberté; leur intérêt même la leur fera respecter chez les autres. Et pour cela il n'est pas nécessaire que les associations couvrent la France et embrassent la totalité des ouvriers. Chaque association qui se forme est une garantie nouvelle pour la liberté de l'avenir, et il suffirait, pour échapper à tout danger qu'un quart de la population ouvrière se constituât en association. Le reste d'ailleurs ne tarderait pas à suivre.

L'obstacle réel est dans l'indifférence et dans l'égoïsme inintelligent de la bourgeoisie. Chacun sacrifie la sécurité de l'avenir à la pression des intérêts du moment. D'ailleurs les patrons, habitués à dominer, ne peuvent voir sans dépit les ouvriers échapper à leur condition présente et se mettre en état de faire concurrence à leurs anciens maîtres. Ils les retiennent tant qu'ils peuvent dans leur condition présente et les détournent par tous les moyens de la pensée de s'associer. Cependant ils ont un vague sentiment du danger dont les menace la prolongation d'un pareil état de choses, mais ils ne veulent s'imposer aucun des sacrifices nécessaires pour le conjurer. Ils redoutent l'avenir et font tout pour en rendre les misères inévitables. Quand il leur serait si facile d'y échapper, de les atténuer du moins, en concourant eux-mêmes à transformer le prolétariat, la grande plaie de tous les temps, ils ne semblent occupés qu'à creuser de plus en plus l'abîme entre les deux classes et à en rendre l'hostilité irréconciliable par une opposition aveugle à tout effort d'amélioration. Ils ne voient pas que ce communisme, dont ils ont eu si grande peur, n'est que la forme élémentaire et obscure de l'association mal comprise et confiée à l'initiative de l'État, comme il est naturel qu'elle le soit quand les intelligences, encore peu éclairées, sont imbues du dogme tyrannique de l'omnipotence sociale, et que le seul moyen d'en éviter la menace est de développer l'initiative individuelle des prolétaires en les poussant vers l'association privée, qui seule peut les dégoûter de toutes les utopies qui hantent leurs cerveaux.

Si nous avions le temps d'attendre, j'avoue que je m'inquiéterais assez peu de l'aveuglement de la bourgeoisie. L'idée de l'association s'est déjà fait une large place dans les esprits; elle se réalisera nécessairement dans les faits. La nécessité triomphera pacifiquement de toutes les résistances. Déjà dans les campagnes les propriétaires ne trouvent plus de bras; ils seront forcés, un jour ou l'autre, d'associer leurs ouvriers à leurs exploitations. D'un autre côté, l'accumulation présente des ouvriers dans les villes, en faisant sans cesse baisser les salaires, les forcera également à s'associer pour échapper à la misère, et la concurrence des associations ouvrières contraindra les patrons à retenir autour d'eux les travailleurs, en les intéressant à leurs affaires. Ainsi, disparaîtrait peu à peu la plèbe. Tout cela se fera certainement; ce n'est qu'une affaire de temps; mais c'est le temps même qui peut manquer d'un instant à l'autre. Qui peut répondre du lendemain? Qui sait si dans quelques années les classes ouvrières, au nom de la souveraineté populaire, n'useront pas de l'arme irrésistible que le suffrage universel a mise en leurs mains pour établir leur prépondérance? Qui peut répondre même qu'elles n'emploieront pas la violence pour assurer leur triomphe? Et alors que ne peut-on pas craindre pour la liberté? Qui se chargera de contenir, de diriger ces

masses débordantes, surexcitées par de longues souffrances, trompées par mille préjugés funestes qu'on aura rien fait pour déraciner? L'excès même des maux nous ramènerait sans doute quelque jour à la liberté, mais au prix de quelles misères? Est-il donc vraiment nécessaire que nous fassions cette désastreuse expérience, et les hommes ne peuvent-ils réellement s'éclairer que par l'accumulation des souffrances? Je ne sais si nous sommes fatalement condamnés à passer par ces épreuves, mais ce que je sais bien, c'est que le moyen de les éviter est entre nos mains, et qu'il ne dépend que de nous d'en faire usage.

FIN.

---